

Lenner est chez nous! (K.L.)

# dans les Casernes

## On nous écrit des casernes...

### 51<sup>e</sup> R. C. VERDUN.

Voici nos revendications :

- 1<sup>o</sup> Réduction de la durée du service militaire ; 30 jours de permission de détente avec voyage payé. Prêt porté à 1 franc.
- 2<sup>o</sup> Amélioration de la nourriture. Suppression des repas fantaisistes des jours de fête, suppression du boni, suppression des corvées de cuisine au 2<sup>e</sup> bataillon, aménagement d'un local pour laver les plats. Boisson chaude en permanence aux corps de garde l'hiver, boissons rafraîchissantes l'été.
- 3<sup>o</sup> Suppression des brimades, en particulier au 1<sup>er</sup> bataillon où le commandant Sanins a décidé arbitrairement un certain nombre de permissions.
- 4<sup>o</sup> Liberté de lire la presse de notre choix ;
- 5<sup>o</sup> Organisation du sport de façon rationnelle ;
- 6<sup>o</sup> Organisation d'une bibliothèque reflétant le mouvement intellectuel français et international ;
- 7<sup>o</sup> Fonctionnement réel d'un cours d'illettrés, afin que tous les libérés quittent le régiment en sachant lire : **A BAS LES DEUX ANS !**

### 62<sup>e</sup> R.A.C. GABES

Le 11 novembre, tous les hommes chantent l'Internationale. Trois hommes : Colom, Rippol et Michel ont été jetés en prison.

Il ne faudrait pas oublier que Franco, a, ici, dans les milieux militaires, une grande popularité.

Nous demandons à notre gouvernement de faire immédiatement libérer ces trois hommes.

### 182<sup>e</sup> R.A.L.T. VINCENNES

Depuis huit jours sont affichés au foyer du soldat, des photos du défilé du 11 novembre. Une de ces photos montre les copains faisant la haie devant les enfants des écoles « libres ». Les écoliers font le salut fasciste. Cette photo a été retirée par un soldat an-



Bienvenue

— Et rappelez-vous toujours, enfants de salauds, que je suis votre père à tous !...

tifasciste, mais 2 jours après la même photo reparait.

Que pense M. Daladier de cette propagande sournoise ?

Certains soldats reçoivent le Flambeau et le National.

Est-ce que M. Daladier se moque de nous ?

Quelles mesures compte-t-on prendre contre les officiers et sous-officiers fascistes ?

### 2<sup>e</sup> Compagnie Aviation NANTERRE

Le 23 novembre, à 10 heures du matin, pendant un exercice de défilé, un soldat fut frappé par un sous-officier (sergent). Motif : ce soldat tenait mal son fusil.

Ce sous-officier est d'ailleurs coutumier du fait.

### 69<sup>e</sup> R.I.F. SAINT-AVOLD

Les travailleurs encasernés jugent que la neutralité dont M. Daladier se fait le champion, a assez duré. Ils ne veulent plus être en butte constamment aux brimades et aux provocations des officiers et sous-officiers factieux. Ils en font juges le peuple de France, le peuple des pères, mères, sœurs, frères, pour que celui-ci intervienne auprès du ministre de la guerre.

Ils veulent : la liberté de la parole, la liberté de lire tel ou tel journal ; ils veulent contrôler l'ordinaire ; ils réclament la nomination d'une commission chargée d'enquêter auprès des camarades emprisonnés.

Ils appellent que Clergé, Huret, Lathuilière, Martel, Millt, Lorrat, méditent en cellule sur les joies de la liberté.

Nous, soldats du 4<sup>e</sup> R.I., demandons l'application de la circulaire Daladier, et le droit de lire la presse républicaine.

Ici on fouille les camarades qui sont susceptibles de lire des journaux ouvriers.

Si vous n'aimez pas la nourriture que l'on vous sert, plaidez-vous à Blum. Nous demandons le retour du service à court terme.

**A BAS LES DEUX ANS !**

### 4<sup>e</sup> R.I. AUXERRE

Nous, soldats du 4<sup>e</sup> R.I., demandons l'application de la circulaire Daladier, et le droit de lire la presse républicaine.

Ici on fouille les camarades qui sont susceptibles de lire des journaux ouvriers.

Si vous n'aimez pas la nourriture que l'on vous sert, plaidez-vous à Blum. Nous demandons le retour du service à court terme.

**A BAS LES DEUX ANS !**

### DE SAINT-CLOUD

Ici, il existe un groupement affilié à la J.O.C., un sous-officier et plusieurs militants font le recrutement au grand jour, un cercle est installé dans la ville de Boulogne dans les locaux d'un patronage. Des conférences et séances de cinéma y ont lieu régulièrement.

M. Daladier n'a-t-il pas interdit la politique à l'Armée ?

D'autant que la liberté religieuse ne peut pas être mise en avant. Voici le titre de la dernière conférence : « La vie en U.R.S.S. », au cours de laquelle des jugements à faire pâlir Gringoire furent formulés.

Nous voulons la liberté de pensée pour tous.

Et toujours : **A BAS LES DEUX ANS !**

Comité de Coordination des JEUNESSES COMMUNISTES ET SOCIALISTES

## JEUNES SOLDATS !

PERES ET MERES DE FAMILLE !

JEUNES TRAVAILLEURS !

### Nous attendons du Front Populaire :

- La réduction du temps de service,
- la liberté de lire la presse ouvrière à la caserne,
- l'amélioration des conditions de vie,
- l'épuration des cadres fascistes de l'armée,
- la cessation des brimades.

Les jeunes travailleurs constatent que ces réformes ne sont pas obtenues que les soldats sont toujours soumis aux mêmes brimades, que la presse ouvrière est toujours interdite, que les officiers fascistes font toujours la même politique avec autant de liberté et de cynisme.

### IL FAUT QUE CELA CESSE !

C'est dans ce but que nos organisations ont pris l'initiative de faire parvenir à Monsieur DALADIER, Ministre de la guerre du Gouvernement, la lettre que nous publions et qui doit être le début d'une campagne de nos jeunes pour faire cesser les sabotages et les manœuvres qui retardent et empêchent les mesures que nous réclamons.

Monsieur le Ministre,

Les jeunes communistes et socialistes de la R. P. tiennent à vous faire part de leur émotion devant ce qui se passe actuellement dans les casernes.

Les conscrits qui viennent de rejoindre leurs corps et leurs « anciens » nous indignent, en effet, que les espoirs qu'ils avaient mis dans le Gouvernement de Front Populaire sont bien près d'être déçus.

La vie à la caserne ne semble être plus supportable après qu'avant la constitution de ce Gouvernement; aucune amélioration sérieuse de la vie matérielle des soldats n'a été réalisée. C'est toujours les mêmes brimades, les mêmes punitions vexatoires, l'application de règlements centenaires stupides.

Les officiers ennemis du Front Populaire font tout pour dresser les soldats contre le peuple et leur font croire que si leur vie empire, c'est de la faute de ce front populaire.

Nous voulons que cela cesse, que des mesures énergiques soient prises pour chasser et mater ceux qui veulent voir l'armée passer au service du fascisme.

Nous n'ignorons pas vos circulaires et nous sommes prêts à soutenir toutes les mesures que vous pourriez prendre en faveur de nos camarades soldats.

Mais nous ne pouvons pas admettre une restriction de la liberté de pensée à la caserne, nous demandons pour nos amis la possibilité de lire la presse de leur choix. Nous ne pouvons pas admettre que des punitions soient infligées à ceux d'entre nous qui n'ont commis que le crime de rester des fils du peuple, même sous l'uniforme.

Enfin, Monsieur le Ministre, nous sollicitons de votre part une entrevue afin d'étudier et de vous faire connaître les revendications principales des soldats dont vous trouverez la liste ci-jointe, et surtout, de vous affirmer notre volonté de voir très rapidement réalisée une diminution importante du temps de service.

Nous voulons que cet appel soit entendu, que le Ministre de la guerre, *Ministre du Front Populaire*, applique le programme accepté par tous, et qu'il a reçu la mission de mener à bien avec la collaboration de tous.

## Protestation

Après examen de la situation créée par les récents débats de la Commission de l'Armée la Chambre des Députés, croit de son devoir de souligner que la position d'intransigeance adoptée par le Ministre de la Guerre ne correspond pas à la pensée profonde des masses du Front populaire.

Et se désolidarise publiquement d'une telle politique.

Signé : C. PLANCHE

## Nous adressons notre salut socialiste à

COLOM, RIPPOL, MICHEL,

jetés en prison pour avoir chanté l'Internationale.

Nous demandons à M. Daladier ce qu'il pense de l'attitude factieuse des officiers du 62<sup>e</sup> R.A.C. à Gabès

## ÉCHOS

### Pour et Contre

La campagne que nous menons depuis de longs mois contre les deux ans, pour la formation des comités de soldats, a de grandes répercussions. Voici en quels termes la « Liberté » (le titre de ce journal laisserait pourtant entendre qu'il est avec nous pour revendiquer la liberté dans les casernes) s'exprime :

« La « Jeune Garde » est l'organe officiel des J.S. de la Seine qui relèvent elles-mêmes très régulièrement du Parti S.F.I.O. Dans le dernier numéro, abondamment diffusé, l'éditorial est intitulé : « Nous continuerons quand même ». On aime à savoir ce que M. Blum pense de cette littérature et si M. Daladier va tolérer longtemps ces provocations antimilitaristes, ces excitations « au défaitisme » révolutionnaire. »

Nous remercions d'abord la « Liberté » pour cette publicité gratuite (ce papier est publié en première page).

Nous nous permettons de faire remarquer à la « Liberté » que nous sommes en parfait accord avec notre parti sur la lutte que nous menons contre les deux ans. Si la « Liberté » est sceptique, elle n'a qu'à se reporter aux décisions de notre dernier Congrès National des J.S. et au dernier Congrès National du Parti (Huyghens). Quant à l'opinion de Blum, nous tenons à la disposition de la « Liberté » les articles publiés par notre camarade Blum dans le « Populaire ».

Cinq matelots du sous-marin « le Tonnant » ont été arrêtés : ils s'étaient fait photographier le poing tendu. (« Paris-Soir » du 14-11-36.)

Que pense M. Daladier des officiers qui, apprenant la mort de notre camarade Salengro, ont sablé le champagne ?

Camarade Bracke, vous avez raison de rappeler qu'il faut rapidement désarmer. L'arrêt de la course aux armements, la diminution du budget, telles étaient les perspectives lorsque le Front Populaire est arrivé au pouvoir. Depuis...

NOTRE MARINE DE GUERRE VA ETRE CONSIDERABLEMENT ACCRUE

La Commission de la Marine militaire à la Chambre a entendu M. Gagnier-Duparc, ministre de la Marine, qui était accompagné du vice-amiral Darlan, chef de son cabinet militaire et désigné pour être placé prochainement à la tête de l'état-major général de la Marine.

Le ministre a entretenu la Commission du programme naval nouveau qui doit répondre, dans l'esprit du gouvernement, à l'augmentation de puissance des flottes allemandes et italiennes, sur lequel le Conseil supérieur de la Marine est appelé actuellement à délibérer pour donner à très bref délai son

avis et proposer l'ordre d'urgence des dépenses à entreprendre.

Aucune décision définitive n'a encore été prise par le Conseil supérieur de la Marine, mais il semble que le programme naval nouveau comportera trois cuirassés de 35.000 tonnes, deux porte-avions, une dizaine de gros croiseurs et vingt-cinq sous-marins ou torpilleurs. Le crédit nécessaire à ces constructions serait de 12 milliards. Il serait réparti sur cinq ans.

...Certains ont changé de position. Pour nous : « Nous continuerons quand même. »

Notre camarade Lazurick a pris la parole dans un meeting organisé contre les deux ans. Il s'est prononcé contre le service à long terme et a expliqué son vote surprenant à la Commission de l'armée : « Je n'ai pas voulu briser le Front Populaire. »

Il y a donc des gens qui veulent briser le Front Populaire.

Sur ce problème précis nous ne pensons pas qu'il s'agisse des communistes, car ceux-ci ont abandonné depuis longtemps la lutte contre les deux ans et se sont prudemment abstenus à la Commission de l'armée.

Ce sont donc les radicaux qui veulent briser le Front Populaire.

Nous aimerions que Lazurick dénonce plus clairement ces manœuvres radicales.

Nous publions d'autre part un communiqué de la « Ligue des Anciens Combattants Pacifistes » (première page).

Nos camarades verront que tout n'est pas encore perdu et que la lutte contre le militarisme correspond au désir profond des masses qui n'ont pas voté pour un Front Populaire pactisant avec les ennemis du peuple. Les masses se sont prononcées pour que « ça change ».



# A BAS LES 2 ANS !

## Chronique Coloniale

# SOCIALISME ET QUESTION COLONIALE

Dans le mouvement socialiste, la question coloniale est une des plus ignorées. Cela tient à plusieurs raisons: D'abord, l'éloignement; beaucoup de camarades ne prennent pas la peine d'étudier ce qui se passe dans ces pays lointains qu'on a accoutumé de considérer comme « inférieurs »; ensuite, la complexité véritablement extrême des problèmes coloniaux; bien des militants, pourtant avertis, plutôt que d'essayer de dégager la vérité d'un ensemble de données souvent contradictoires, préfèrent se réfugier dans une abstention commode; enfin et surtout, la volonté arrêtée de la bourgeoisie impérialiste, de sa presse, de sa littérature, de sa radio et de son cinéma, de faire le silence sur ce qui se passe dans ces pays abominablement opprimés par elle, cette « consigne du silence » trouve, jusque dans nos rangs, des partisans.

La question coloniale devrait pourtant tenir dans la doctrine et dans l'action socialistes une place essentielle. Non pas seulement d'un point de vue humanitaire, d'un point de vue de justice sociale, les peuples coloniaux étant beaucoup plus exploités encore que ne l'est le prolétariat métropolitain, mais aussi et surtout d'un point de vue tactique : c'est le même capitalisme, ce sont les mêmes féodaux

de l'industrie et de la banque qui font suer de la « plus-value » aux indigènes des colonies et aux ouvriers de la métropole. Si l'on veut vraiment détruire le régime capitaliste (et pas seulement en phrases), il est indispensable de coordonner les efforts de tous ceux qui en sont les victimes et qui ne peuvent se libérer qu'en le supprimant. Non seulement le prolétariat révolutionnaire ne doit pas ignorer les peuples coloniaux, mais il doit les considérer comme des alliés : chaque privilège enlevé au capitalisme colonialiste signifie, sur le terrain français, un affaiblissement, une défaite de l'adversaire de classe.

Il serait téméraire d'affirmer que notre parti a une doctrine arrêtée en matière coloniale, pas plus qu'il n'a de doctrine arrêtée sur cette autre question essentielle : celle de la guerre.

Pendant longtemps, il s'est contenté d'ignorer purement et simplement les soixante millions d'individus qui peuplent la « France d'outre-mer ». Mais, ces derniers mois, un sérieux effort a été fait par quelques-uns de ses membres pour attirer l'attention des militants et de la direction du parti sur la question coloniale. Une « commission coloniale » du parti a été créée par le Congrès de Mulhouse, mais elle ne fonctionne réellement que depuis le Congrès de Huyghens qui lui a adjoint de nouveaux membres. A ce Congrès, pour la première fois, je crois, dans les annales du parti, un message solennel aux « peuples des colonies » a été adopté.

« Le Congrès du Parti, y est-il dit, vous adresse l'expression de son active solidarité. Il connaît votre misère, il a la volonté d'y mettre un terme. Avec

le Front Populaire au pouvoir, une ère nouvelle commence pour la France laborieuse aussi bien que pour les peuples qu'elle associe à sa destinée... Le Parti Socialiste vous en donne l'assurance formelle. »

Ce message a eu à travers toutes les colonies un retentissement immense.

En même temps, le Congrès de Huyghens se prononçait pour l'octroi immédiat aux pays coloniaux et notamment à ceux de l'Afrique du Nord, des libertés démocratiques élémentaires, sans lesquelles il n'est pas d'émancipation possible.

En ce qui concerne la structure des organisations socialistes aux colonies, notre parti n'avait pas non plus de doctrine bien arrêtée. En Algérie, Tunisie, Maroc, il existe des fédérations,

mais celles-ci ne groupent, jusqu'à présent, que des fonctionnaires et colons français et, à quelques rares exceptions près, aucun autochtone. Dans les autres colonies, le secrétariat n'acceptait, jusqu'à présent, que les adhésions individuelles. Le Conseil national de novembre a normalisé cet état de choses. Sur la proposition de Maurice Paz, il a été décidé de créer des sections et fédérations dans toutes les colonies et, surtout, de donner aux groupes socialistes des colonies le caractère d'organisations mixtes, composées à la fois d'indigènes et de colons, réalisant la fusion des uns et des autres en vue de leur émancipation commune. Nous sommes quelques-uns à penser que ce principe excellent conduira tôt ou tard à transformer ces fédérations en partis socialistes autonomes (adhérant à l'I.O.S.), car c'est le seul moyen de gagner au socialisme les larges masses indigènes, que rebute le caractère métropolitain des organisations actuelles.

Dans un prochain article, nous examinerons les graves difficultés que rencontre notre parti, privé de sa liberté d'action par l'alliance avec le parti radical — parti bourgeois et colonialiste — dans la réalisation des promesses solennelles du Congrès de Huyghens.

D. G.

(A suivre.)

## Informations Coloniales

Le Front populaire a suscité aux colonies bien des espoirs. Les déceptions aujourd'hui sont à l'échelle des espérances. Liberté de la presse, application des lois ouvrières, respect de la liberté individuelle, autant de notions qui n'ont pas couru à l'heure actuelle. Dans l'île de Madagascar, les employés et les ouvriers ne songent pas à la semaine de quarante heures. La loi de huit heures est tout juste appliquée et la semaine anglaise est l'objet d'âpres discussions.

En Syrie, « Le Populaire » et « L'Humanité » restent interdits. En Indochine, notre camarade Marius Moutet est en lutte avec la mauvaise volonté et l'esprit fasciste de certains haut-fonctionnaires. Il a réussi à imposer à ses subordonnés la libération de 293 condamnés politiques internés au bagne de Poulo-Condor. Bravo! Pourquoi faut-il que'une nouvelle vague de répression remplisse les cachots ?

Partout « la démocratie française » fait apparaître son visage hideux derrière les formules dorées qui ornent les mairies : « Liberté, Egalité, Fraternité » cesseront d'être des plaisanteries sinistres le jour où les peuples coloniaux comprendront que leur libération sera l'œuvre de leurs mains.